



*"If it is not true, do not say it;
if it is not right, do not do it."
Marcus Aurelius*

13 October 2020

Mme la Secrétaire Générale,

Les représentants du personnel veulent vous faire part du mécontentement du personnel du SEAE sur le choix et l'aménagement du bâtiment BELMONT et surtout sur le manque de concertation à ce sujet.

Veuillez trouver ci-joint une lettre expliquant la situation.

Dear Secretary General,

EEAS staff representatives report the strong dissatisfaction being expressed by colleagues, regarding the choice and layout of the BELMONT building, as well as regret at the lack of consultation on this subject.

Please find enclosed a letter explaining the situation.

LETTRE OUVERTE A LA SECRETAIRE GENERALE

Madame la Secrétaire-Générale,

Les représentants du personnel souhaitent par la présente vous faire part de l'insatisfaction, et même la frustration d'une partie du personnel, devant le manque de dialogue et de transparence dont fait preuve l'administration dans les décisions relatives à la location, l'occupation et le futur aménagement du **bâtiment Belmont**.

Les syndicats du SEAE ont été finalement conviés, à leur demande, à une visite de ce bâtiment, suivie d'une discussion par vidéoconférence avec des représentants de l'administration. De cette discussion, il ressort qu'à part peut-être la couleur des murs, rien n'est plus à discuter car les décisions sont prises et les choix définitifs : « Circulez, il n'y a plus rien à voir ... ! »

Nous avons ainsi appris que, sans aucune concertation ou discussion a minima avec le personnel concerné, une grande partie de la BA devra aménager dans cet espace, ce qui implique de « caser » 780 personnes dans un immeuble prévu au départ pour 450 à maximum 540 postes de travail, voire bien moins si l'on applique la règle générale de 35m² par occupant, incluant les divers espaces non-utilisables en tant que bureaux (13.000 m²/35 = 370 postes de travail).

Le personnel de la BA considère cette décision non seulement arbitraire mais aussi et surtout discriminatoire, clairement non-respectueuse de l'égalité de traitement si chère, au moins en parole, aux dirigeants du SEAE.

- Si l'on manquait autant d'espace, aurait-on eu besoin de louer un nouveau bâtiment s'il avait été décidé en temps utile de réaménager le Capital en espace paysager pour tous les services ?

- Sinon, pourquoi de si grandes différences de traitement ? La BA serait-elle, encore une fois, jugée moins importante que d'autres services pour le fonctionnement du SEAE – bien que ce soit essentiellement l'engagement

sans faille de son « petit » personnel (88% d'AST et d'AC), qui a permis d'assurer la continuité des activités de l'institution pendant le confinement et depuis lors ?

Aucune des questions que nous avons posées au nom du personnel n'ayant reçu de réponse acceptable, nous ne comprenons toujours pas ni le pourquoi ni le comment de ces décisions.

A la veille de la commémoration de son 10^{ème} anniversaire, le SEAE semble continuer à naviguer à vue, sans aucun plan stratégique tout au moins en ce qui concerne la politique immobilière.

A titre d'exemple, le SEAE a loué en 2018 un bâtiment, le B100, qui s'est très vite révélé être un très mauvais choix, en raison de conditions ne respectant pas les normes élémentaires de bien-être au travail du personnel.

Et la fuite en avant continue : à présent, en partie pour pouvoir quitter le B100, on aménage le Belmont où l'on va regrouper la majorité du personnel de la BA, à quelques heureuses exceptions près, en « espaces collaboratifs » sans disposer d'un nombre suffisant de postes de travail. Cette décision en période de pandémie nous semble pour le moins irresponsable. Certes, on compte sur une présence réduite au bureau puisqu'une moitié des agents sera « volontairement » en télétravail pendant ce temps !

Il eut été plus judicieux de réfléchir et décider dans un premier temps, en concertation avec les représentants du personnel, sur les futures modalités de travail, notamment du télétravail, avant de prendre à la hâte des décisions immobilières engageant l'institution pour plusieurs années.

Compte tenu de ce qui précède, nous vous demandons une réunion en vue d'obtenir d'une part, des réponses aux questions du personnel spécifiquement sur l'opération Belmont, d'autre part des clarifications quant à la politique immobilière du SEAE ainsi que de gestion et d'encadrement du temps de travail, si tant est que ces politiques existent.